

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SECOURS NATIONAL D'HIVER

(1^{er} — 15 DÉCEMBRE 1940)

Une souscription a été ouverte dans le Territoire du Togo, du 1^{er} au 15 décembre 1940, au bénéfice du Secours National d'Hiver.

L'arrêté des résultats définitifs de la souscription fait ressortir qu'une somme de QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX-SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE DOUZE FRANCS SOIXANTE CINQ CENTIMES (497.672,65) a été recueillie au Territoire pour l'œuvre de solidarité nationale créée par le Maréchal P É T A I N, Chef de l'Etat Français.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

28 janvier	— No 45 — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 163 du 15 mars 1939 réorganisant l'enseignement professionnel.	86
29 janvier	— No 47 — Arrêté fixant les modalités d'élaboration du plan de campagne agricole.	86
31 janvier	— No 53 — Arrêté portant prorogation de crédits de l'exercice 1940.	86
3 février	— No 54 — Arrêté complétant l'arrêté n° 24 du 13 janvier 1941 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé.	87
3 février	— No 98 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.	87
5 février	— No 101 — Décision autorisant la location d'un immeuble.	87
5 février	— No 102 — Décision autorisant la location d'un immeuble.	88

5 février	— No 106 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.	88
6 février	— No 62 — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1941.	88
6 février	— No 107 — Décision fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1941.	89
7 février	— No 64 — Arrêté réglementant l'engagement du personnel auxiliaire par les sociétés indigènes de prévoyance.	89
7 février	— No 66 — Arrêté fixant les prix minima d'achat de l'huile de palme dans les centres d'achat du Territoire.	89
10 février	— No 68 — Arrêté fixant pour l'année 1941, le nombre d'élèves à admettre à l'Ecole professionnelle de Sokodé.	90
12 février	— No 416 — Circulaire sur le contrôle des écoles et le Salut aux Couleurs au sein des établissements scolaires.	90
Nominations, mutations, etc.	concernant le personnel.	91
Divers		96

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Instruction n° 8 relative au modus vivendi commercial provisoire Franco-Suisse du 23 octobre 1940.	98
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Tribunal de première instance de Lomé (Audiences foraines)	99
Domaines	99

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Enseignement professionnel**

ARRETE N° 45 portant modification de l'arrêté n° 163 du 15 mars 1939 réorganisant l'enseignement professionnel.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 163 du 15 mars 1939 réorganisant l'enseignement professionnel;

Vu le procès-verbal du conseil de perfectionnement de l'école professionnelle de Sokodé en date du 16 décembre 1940;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté n° 163 du 15 mars 1939 susvisé est modifié comme suit :

Art. 7 (nouveau). — « Le régime de l'école est l'internat pendant les quatre années d'études ».

« Pendant la période d'internat les élèves sont logés, nourris, vêtus et blanchis ».

« Les taux de l'allocation d'entretien sont fixés chaque année par le Commissaire de la République ».

« La composition du trousseau de chaque élève est énumérée dans le tableau annexé au présent arrêté ».

ART. 2. — L'article 19 de l'arrêté n° 163 susvisé du 15 mars 1939 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 19 (nouveau). — « La date des grandes vacances sera fixée chaque année par décision du Commissaire de la République sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines ».

« Pendant la durée des vacances les élèves cessent d'être entretenus par l'école ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

Plan de campagne agricole

ARRETE N° 47 fixant les modalités d'élaboration du plan de campagne agricole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le programme d'action agricole est fixé chaque année par un plan de campagne.

Ce plan de campagne est élaboré dans le cadre des sociétés de prévoyance, par section, par une commission composée comme suit :

L'inspecteur de l'agriculture *Président*
Le président de la société de prévoyance intéressé,

Le chef de la circonscription agricole, } *Membres*
Un représentant du service zootechnique, }
Le conseil d'administration de la S. I. P. }

Cette commission se réunit dans chaque chef-lieu de subdivision, siège de S. I. P., dans le courant du mois de mars.

Le projet général de plan de campagne pour l'ensemble du Territoire est dressé par l'inspecteur de l'agriculture.

Il est approuvé et rendu exécutoire par le Commissaire de la République.

ART. 2. — Les chefs de circonscription et les présidents de S. I. P. sont chargés de l'exécution du plan de campagne au moyen, d'une part, des crédits qui leur sont délégués à cet effet et, d'autre part, des crédits inscrits aux budgets des S. I. P.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

Prorogation de crédits

ARRETE N° 53 portant prorogation de crédits de l'exercice 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1940 portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1941 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

BUDGET ANNEXE*Subdivision des travaux publics du sud :*

Chapitre XIII, article 1, paragraphe 3. — Electrification des gares de la ligne d'Aného (exécution marché du 25 avril 1939) continuation justifiée par le fait que le matériel attendu par la Société UNELCO pour effectuer ces travaux vient de parvenir au Territoire par le s/s « Fort de Douaumont ».

Matériel et traction :

Chapitre IV, article 1, paragraphe 2. — Grosses réparations des locomotives 103 et 107 actuellement en cours.

Chapitre IV, article 1, paragraphe 3. — Grosses réparations des wagons VT. 6.552, K. 139, K. 10.108, TB. 15, T. 61, VTB. 555, KF. 10.092, K. 10.045 et 10.052 (accidents de Noépé et d'Akaba).

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics et des mines, directeur du service du réseau du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 31 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

Palmistes

ARRETE N° 54 complétant l'arrêté n° 24 du 13 janvier 1941 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la lettre du 8 janvier du représentant des exportateurs d'oléagineux à Lomé;

Vu l'arrêté n° 525 du 18 décembre 1940 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé, et l'arrêté n° 24 du 13 janvier 1941 le modifiant;

Sur la proposition du président de la S. I. P. de Tsévié;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la liste des centres d'achat dans la subdivision de Tsévié, fixée par les arrêtés n° 525 du 18 décembre 1940 et n° 24 du 13 janvier 1941 :

Centre d'achat de Badja : 924 francs la tonne.

Centre d'achat de Toyéga : 909 francs la tonne.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 3 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 98 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel des stocks de certains produits de première nécessité;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 1^{er} février 1941, sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

FARINE :

U. A. C.	2.368 kgs.
John Holt	815 —

VIN ROUGE :

F. A. O.	2.000 litres
Eychenne	8.000 —
U. A. C.	500 —

SUCRE :

S. C. O. A.	2.800 kgs.
John Holt	4.915 —
Eychenne	2.000 —

Riz :

Eychenne	1.000 kgs.
----------	------------

SAVON :

F. A. O.	1.800 kgs.
U. A. C.	1.000 —
John Holt	50 —
Eychenne	1.200 —

ESSENCE :

F. A. O.	17 tonnes
U. A. C.	23 —
S. G. G. G.	4 —

PÉTROLE :

F. A. O.	8 tonnes
U. A. C.	11 —
S. G. G. G.	1 t., 380

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Logements

DECISION N° 101 autorisant la location d'un immeuble.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Sur la proposition du commandant du cercle d'Atakpamé et du commandant des forces de police du Territoire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, suivant convention verbale, la location d'un immeuble, comprenant une maison de quatre pièces à étage, cour intérieure et cuisine, sis à Palimé près du petit marché, appartenant à l'UNITED AFRICA COMPANY LIMITED, et destiné au logement d'un sous-officier.

ART. 2. — La présente autorisation est donnée pour une année à partir du 1^{er} décembre 1940 et moyennant un loyer mensuel de Deux cent cinquante francs (250 francs).

ART. 3. — Le commandant de cercle du Centre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

DECISION N° 102 autorisant la location d'un immeuble.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Sur la proposition du commandant du cercle d'Atakpamé et du commandant des forces de police du Territoire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, suivant convention verbale, la location d'un immeuble, composé de vingt six cases, sis à Palimé, route d'Atakpamé, appartenant au sieur KPETIGO Kuassi et destiné au logement des miliciens.

ART. 2. — La présente autorisation est donnée pour une année à partir du 1^{er} décembre 1940 et moyennant un loyer mensuel de Deux cents francs (200 francs).

ART. 3. — Le commandant de cercle du Centre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Produits et denrées de première nécessité**DECISION N° 106 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu la décision n° 736 du 4 décembre 1940 portant blocage de certains produits de première nécessité;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est libérée sur le stock bloqué par décision n° 736 du 4 décembre 1940 sus-visé (arrivage du s/s « Fort de Douaumont ») une quantité de 8 tonnes de ciment appartenant à la maison G. B. Ollivant.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Enseignement**ARRETE N° 62 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1941.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 111 du 8 mars 1940 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1940;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1941 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixés comme suit :

COURS COMPLÉMENTAIRE (1)

Lomé 3 classes

COURS SUPÉRIEURS (3)

Lomé 1 classe
Atakpamé 1 classe
Sokodé 1 classe
jumelée avec le CM/2.

ECOLES RÉGIONALES (6)

Lomé 4 classes
Anécho 4 classes
Atakpamé 2 classes
Palimé 2 classes
Sokodé 2 classes
Mango 1 classe

ECOLES URBAINES (6)

Lomé 13 classes
Anécho 8 classes
Atakpamé 6 classes
Palimé 4 classes
Sokodé 4 classes
Mango 3 classes

ECOLES MÉNAGÈRES (2)

Lomé 4 classes
Anécho 3 classes

ECOLES DE VILLAGE (35)**Cercle de Lomé :**

Abobo, Gamé, Mission-Tové 1 classe
par école.

Cercle d'Anécho :

Achépé, Aklakou, Amégnran, Zoola,
Wogan 1 classe
par école.

Cercle du Centre :

Kpessi, Okou, Yégué, Amlamé, Nuatja 1 classe
par école.
Dayes-Apéyéme, Dayes-Kakpa, Goudévé,
Kpadafé, Kouma-Tokpli, Agou 1 classe
par école.

Cercle du Nord :

Kabou, Guérin-Kouka, Parataou, Tchamba,
Kouméa, Lama-Kara, Niamtougou,
Djabatauré, Cambolé, Bafilo 1 classe
par école.

Bassari 2 classes
Nakitendi-Laré, Kandé, Bidjenga, Dapango 1 classe.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

DECISION N° 107 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté n° 658 du 5 décembre 1939 fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires du Territoire et à l'école européenne de Lomé;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1941 :

A — ECOLES ÉLÉMENTAIRES

Vacances du 1^{er} trimestre — 10 jours :

du 2 juin inclus au 11 juin inclus.

Vacances du 2^e trimestre — 10 jours :

du 8 septembre inclus au 17 septembre inclus.

Grandes vacances — 2 mois :

du 25 décembre 1941 inclus au 24 février 1942 inclus.

B — COURS COMPLÉMENTAIRE

Vacances du 2^e trimestre (année scolaire 1940-1941)

10 jours :

du 7 avril inclus au 16 avril inclus.

Grandes vacances — 2 mois :

du 7 juillet inclus au 7 septembre inclus.

Vacances du 1^{er} trimestre (année scolaire 1941-1942)

12 jours :

du 24 décembre inclus au 4 janvier 1942 inclus.

C — ECOLE EUROPÉENNE

Vacances du 2^e trimestre — 3 semaines :

du 7 avril inclus au 27 avril inclus.

Vacances du 3^e trimestre — 3 semaines :

du 11 août inclus au 31 août inclus.

Vacances du 1^{er} trimestre (année scolaire 1941-1942)

3 semaines :

du 15 décembre 1941 inclus au 4 janvier 1942 inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Certificat d'études primaires élémentaires :

(Ecole européenne)

4 août 1941.

Examen de sortie du cours complémentaire :

30 juin et jours suivants.

Concours d'entrée au cours complémentaire :

25 août et jours suivants.

Certificat d'études primaires élémentaires :

(Ecoles élémentaires).

3 novembre 1941.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Personnel auxiliaire

ARRETE N° 64 réglementant l'engagement du personnel auxiliaire par les sociétés indigènes de prévoyance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'engagement du personnel d'administration auxiliaire permanent, à salaire mensuel ou journalier, par les sociétés indigènes de prévoyance est subordonné à l'autorisation préalable du Commissaire de la République.

ART. 2. — Est dispensé de cette autorisation l'engagement de personnel auxiliaire journalier, recruté, à titre essentiellement temporaire, pour l'exécution d'un travail nettement déterminé et ne devant pas excéder plus de 25 jours.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Huile de palme

ARRETE N° 66 fixant les prix minima d'achat de l'huile de palme dans les centres d'achat du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le télégramme-officiel n° 374 en date du 7 décembre 1940 fixant le prix d'achat de l'huile de palme de la nouvelle campagne;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix minima d'achat de l'huile de palme dans les centres d'achat du Territoire.

1^o — CERCLE DE LOMÉ

Subdivision de Lomé

	la tonne	l'estagon de 17 kgs. 680
Centre d'achat d'Agouévé . . .	1.600,50	28 frs.
Centre d'achat de Sangara . . .	1.593,50	28 —
Centre d'achat de Noépé . . .	1.584,50	27,75
Centre d'achat de Mission-Tové .	1.534,50	27,—

Subdivision de Tsévié

Centre d'achat de Tsévié . . .	1.576,50	27,50
Centre d'achat de Badja . . .	1.568,50	27,50
Centre d'achat d'Assahoun . . .	1.555,50	27,25
Centre d'achat de Tovéga . . .	1.543,50	27,—
Centre d'achat d'Agbelouvé . . .	1.544,50	27,—

2^o — CERCLE D'ANÉCHO

Centre d'achat d'Anécho . . .	1.564,50	27,50
-------------------------------	----------	-------

3^o — CERCLE DU CENTRE

Subdivision de Klouto

Centre d'achat de Palimé . . .	1.502,50	26,25
Centre d'achat d'Agou . . .	1.512,50	26,50

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 7 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Enseignement professionnel

ARRETE N° 68 fixant pour l'année 1941, le nombre d'élèves à admettre à l'école professionnelle de Sokodé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 15 mars 1939, réorganisant l'enseignement professionnel;

Vu le procès-verbal du conseil de perfectionnement de l'école professionnelle de Sokodé en date du 16 décembre 1940;

Vu les rapports 18 TP. du 4 janvier 1941 et 130 TP. du 24 janvier 1941 du chef du service des travaux publics;

Vu le procès-verbal de la conférence tenue le 31 janvier 1941;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et après avis du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre maximum d'élèves à admettre en 1941 à l'école professionnelle de Sokodé est fixé à cinq, provenant exclusivement des cercles du Nord.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 février 1941.

L. MONTAGNÉ.

Contrôle des Ecoles — Salut aux Couleurs

CIRCULAIRE N° 416 E.

A messieurs les Commandants de cercle et chef de la subdivision administrative autonome de Mango.

L'inspecteur de l'enseignement m'a signalé les inconvénients que pourrait entraîner à la longue l'absence d'une direction européenne auprès des maîtres indigènes des différentes écoles de l'intérieur.

La création en 1939 de trois inspections des écoles — formule qui m'apparaît à la fois plus large et plus souple que celle des secteurs scolaires — avait précisément pour but d'éviter que les maîtres togolais demeurent trop longtemps livrés à eux-mêmes. La mobilisation de la plupart des titulaires de ces inspections n'a pas permis à cette formule de jouer jusqu'ici dans des conditions normales.

En attendant que le Territoire ait récupéré ses fonctionnaires du personnel enseignant encore sous les drapeaux, il convient de rechercher les moyens propres à pallier aux inconvénients qui résultent de cet état de fait.

L'article 50 de l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel place les établissements scolaires sous votre surveillance pour toutes les questions extra-pédagogiques : recrutement, fréquentation scolaire, entretien des locaux, installation matérielle, activité générale de l'école.

D'autre part, les mutuelles scolaires qui sont l'expression tangible de l'activité agricole et artisanale du maître et de ses élèves ont été placées sous votre contrôle par l'arrêté du 12 septembre 1936. Votre action personnelle peut s'y faire largement sentir, soit comme président du comité de perfectionnement, soit lors des vérifications de la comptabilité.

Je désirerais qu'à l'occasion de vos tournées et au moins une fois par trimestre, votre contrôle s'exercât de façon efficace et que vos observations soient consignées sur un cahier ouvert à cet effet dans chaque école. Dans la tâche importante de l'éducation du pays, les maîtres auront ainsi le sentiment de ne pas être abandonnés à leur seule initiative. Ils sauront que leurs efforts ne demeureront pas ignorés, ni leurs défaillances inaperçues. Vous pourrez d'ailleurs lorsque les circonstances le permettront, vous faire accompagner par le directeur de l'école régionale qui, par la même occasion, donnera à ses subordonnés les conseils pédagogiques nécessaires.

Vos rapports trimestriels devront faire ressortir l'activité que vous aurez déployée dans ce domaine, les inspections que vous aurez effectuées et les remarques qu'elles vous auront suggérées.

* * *

Conformément aux instructions reçues du Secrétariat d'État aux colonies, le Haut-Commissaire de l'Afrique française a prescrit que dans toutes les écoles publiques et privées le drapeau serait salué dans les conditions suivantes :

1^o — Chaque lundi matin, tous les élèves réunis en carré assisteront à l'envoi des couleurs par le meilleur élève. Au moment de l'envoi le chef de l'établissement prononcera le mot « FRANCE », les élèves se découvriront et le répéteront en chœur.

2^o — Les autres jours de la semaine les couleurs seront envoyées devant une classe par roulement avec le même cérémonial, un maître remplaçant le chef de l'établissement.

3^e — Les couleurs seront amenées tous les soirs à l'heure de la fermeture de l'établissement par le meilleur élève de la classe du jour, devant une délégation de 6 élèves.

La première cérémonie sera suivie dans chaque classe d'une leçon se rapportant à la France, son Empire et de commentaires sur la devise de l'Etat Français : TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE.

* * *

Je vous prie de faire dresser, dans chaque cour d'école, un mât ayant les dimensions suivantes :

Longueur : 8 mètres

Diamètre à la base : 12 — 15 cm.

au sommet : 7 — 10 cm.

Vous recevrez par un prochain courrier un drapeau par école et je tiens à ce que vous invitiez vos subdivisionnaires à veiller à la stricte exécution des prescriptions du Département.

Par ailleurs, l'inspecteur de l'enseignement adressera directement à tous les directeurs des écoles publiques et privées les instructions de détail qui concernent l'exécution de la mesure envisagée.

* * *

Je vous prie d'assister personnellement et d'inviter vos chefs de subdivision à assister à la première cérémonie de cette nature qui se déroulera dans vos chefs-lieux, respectifs et qui étend aux groupements scolaires une tradition observée par tous les chefs du Territoire depuis vingt ans à Lomé où les couleurs sont chaque jour saluées matin et soir au Palais du Gouvernement.

Par ailleurs, vous voudrez bien, ainsi que vos chefs de subdivision, profiter de vos tournées pour présider la même cérémonie dans les écoles des localités où vous seriez de passage.

Lomé, le 12 février 1941.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République,
L. MONTAGNÉ.*

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

31 janvier 1941. — M. Garnier, ingénieur principal des travaux publics des colonies, chef du service des travaux publics et des mines est chargé :

1^o — de l'inspection des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

2^o — des fonctions d'ingénieur chef du contrôle de la Compagnie d'Electricité.

Il devra préalablement, à toute constatation, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

1^{er} février 1941. — M. Mouragues, administrateur de 3^e classe des colonies, est nommé commandant du cercle de Sokodé, en remplacement de M. Nativel, administrateur de 2^e classe, titulaire d'un congé administratif.

M. Mouragues est nommé en outre président du tribunal du 2^e degré, du tribunal criminel et directeur de la prison de Sokodé.

5 février 1941. — M. Milleliri, adjoint principal de 3^e classe des services civils des colonies, de retour au Territoire, est affecté au bureau des finances et du personnel et nommé chef de la section du personnel.

M. Fay, élève-administrateur des colonies, désigné pour servir au Territoire, est mis à la disposition du chef du bureau des affaires économiques.

M. Froelich, élève-administrateur des colonies, désigné pour servir au Territoire, est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé.

Il rejoindra son poste par le régulier du 7 février 1941.

6 février 1941. — Sont rapportés la décision n° 663 du 25 septembre 1939 et l'erratum du 26 septembre 1939 nommant M. Ginet, commissaire de police, adjoint au directeur de police du Territoire et commissaire de police de Lomé.

M. Ginet, commissaire de police de 2^e classe, est nommé commissaire de police de la ville de Lomé. A ce titre, il a la direction générale et la responsabilité du service de police sur le territoire du centre urbain et de la commune mixte de Lomé.

La présente décision prendra effet pour compter du 5 février 1941.

PERSONNEL INDIGENE

Tableaux d'avancement

INTERPRETES

Par arrêtés des :

25 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 les agents des cadres locaux indigènes des interprètes dont les noms suivent :

Pour le grade d'interprète principal de 4^e classe :

Paty Daniel, interprète principal de 5^e classe.

Ahamadah Jérôme, interprète principal de 5^e classe.

Pour le grade d'interprète principal de 5^e classe :

Fare Djato, interprète de 1^{re} classe.

Pour le grade d'interprète de 3^e classe :

Méatchi Albada, interprète de 4^e classe.

INSPECTEURS DE POLICE

25 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 les agents des cadres locaux indigènes des inspecteurs de police dont les noms suivent :

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 5^e classe :

Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire de 6^e classe.

Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de 6^e classe.

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 6^e classe :

Jacob Norbert, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.
Fumey Gabriel, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 7^e classe :

Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de 8^e classe.

PERSONNEL DES T. S. F.

26 janvier 1941. — Est inscrit au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 l'agent du cadre local indigène des T. S. F. dont le nom suit :

Pour le grade de mécanicien T. S. F. de 5^e classe :

Colley Jean, mécanicien T. S. F. de 6^e classe.

PERSONNEL DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

26 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 les agents des cadres locaux indigènes du chemin de fer du Togo dont les noms suivent :

Pour le grade de chef de station principal de 5^e classe :

Mensah Joseph, chef de station de 1^{re} classe.

Pour le grade de chef de station de 2^e classe :

Ocloo Andréas, chef de station de 3^e classe.
Kohler Joseph, chef de station de 3^e classe.
Pofagi Marcel, chef de station de 3^e classe.

Pour le grade de chef de station de 3^e classe :

Kouakoutse Ferdinand, chef de station de 4^e classe.
Febon Thomas, chef de station de 4^e classe.

Pour le grade de chef de station de 4^e classe :

Midiohouan Julien, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.
d'Almeida Cyriano, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.
Sade James, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :

Brenner Frédéric, facteur-enregistreur de 2^e classe.
Lawson Raphaël, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :

Adovi Jean, facteur-enregistreur de 3^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 3^e classe :

Djadoo Joseph, facteur-enregistreur de 4^e classe.
Cadassou Norbert, facteur-enregistreur de 4^e classe.

Pour le grade de chef de train de 6^e classe :

Adalbert Benoît, chef de train de 7^e classe.

Pour le grade de chef de train de 7^e classe :

Nassirou Louis Ibrahim, chef de train de 8^e classe.

Pour le grade de téléphoniste principal de 2^e classe :

Houedenou James, téléphoniste principal de 3^e cl.

Pour le grade d'aiguilleur de 1^{re} classe :

Dabla William, aiguilleur de 2^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 1^{re} classe :

Botnas Joseph, maître-ouvrier de 2^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe :

Wilson Edouard, maître-ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 3^e classe :

Amouzou Daniel, maître-ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 7^e classe :

Rambert Thomas, ouvrier de 1^{re} classe.
Acomachri Faustin, ouvrier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :

Emmanuel Martin, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :

Evessa Yafet Codjo, ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :

Lawson Pierre, ouvrier de 5^e classe.
Adanlegou Joseph, ouvrier de 5^e classe.
Afancho Benthoo, ouvrier de 5^e classe.
Abalo Koudaouh, ouvrier de 5^e classe.
Semanou Egbla, ouvrier de 5^e classe.
Adade Théophile, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :

Hazoume Adjaï, ouvrier de 6^e classe.
Mensah François, ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :

Doumassi Joseph, ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade de chef-mécanicien de 5^e classe :

Mensah François II, chef-mécanicien de 6^e classe.

Pour le grade de chef d'équipe de 6^e classe :

Tevi Michel, chef d'équipe de 7^e classe.

Pour le grade de pointeur de 3^e classe :

Amagli Andréas, pointeur de 4^e classe.
Vignon Antoine, pointeur de 4^e classe.

Pour le grade de pointeur de 5^e classe :

Combey Winfried, pointeur de 6^e classe.

Pour le grade de maître-canotier :

Ametepé James, premier-maître.

Pour le grade de premier-maître :

Kognie Komla, second-maître.

Pour le grade de second-maître :

Kouadjovi Messan, quartier-maître.
Akakpo Moïse, quartier-maître.
Amegnon Lazo, quartier-maître.
Messan Amédjro, quartier-maître.
Edougneto Houssounoukpé, quartier-maître.
Kouadjo Dotsè, quartier-maître.
Edoe Tèvi Laclé, quartier-maître.
Mensah Asindo, quartier-maître.
Gnagblodjro Teko, quartier-maître.
Missiamenou Kloutè, quartier-maître.
Houboueke Nonoga, quartier-maître.
Devenou Dessey, quartier-maître.

Pour le grade de quartier-maître :

Kloyi Guébéli, canotier de 1^{re} classe.
Noudjrodou Mensah, canotier de 1^{re} classe.
Douahodome Gnékoho, canotier de 1^{re} classe.
Djodekoume Tossou, canotier de 1^{re} classe.

PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS

26 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 les agents des cadres locaux indigènes des travaux publics dont les noms suivent :

Pour le grade de maître-opérateur de 6^e classe :

Zinsou François, maître-opérateur de 7^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 1^{re} classe :

Amadou Moïse, maître-ouvrier de 2^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 4^e classe :

Faischau Gérard, maître-ouvrier de 5^e classe.

do Rogo Seydou, maître-ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 6^e classe :

Assiongbovi Kpodar, maître-ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 1^{re} classe :

James Jean, ouvrier de 2^e classe.

Segla Marcellin, ouvrier de 2^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :

Agbodjani Jean, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :

Manedji Ayéna, ouvrier de 4^e classe.

Codjo Moïse, ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :

Ameganvi Assakpo, ouvrier de 5^e classe.

Sossah David, ouvrier de 5^e classe.

Kouvahe Joseph, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade de chef d'équipe de 4^e classe :

Ekue Stephan, chef d'équipe de 5^e classe.

Pour le grade de surveillant-chef de 3^e classe :

Barboza John, surveillant de route de 1^{re} classe.

Pour le grade de surveillant de route de 5^e classe :

Soboga Alhéri, surveillant de route de 6^e classe.

Semodji Thomas, surveillant de route de 6^e classe.

Sonhayé Djato, surveillant de route de 6^e classe.

Zakary Looky, surveillant de route de 6^e classe.

Pour le grade de surveillant de route de 6^e classe :

Atadoutin Tossoukpè, surveillant de route de 7^e cl.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 2^e classe :

Bassari. Boundjou, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Latecoue Lawson, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Koumako Kouao Joseph, mécanicien-conducteur ppal. de 3^e classe.

Koko Kouassi, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur ppal. de 3^e cl. :

Foly Théodore, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 4^e classe :

Dossah Philippe, mécanicien-conducteur de 1^{re} cl.

Otto Reinhard, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Amoussou Afanou Ambroise, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 1^{re} classe :

Agbagla Alexandre, mécanicien-conducteur de 2^e cl.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 2^e classe :

Attissogbe Daniel, mécanicien-conducteur de 3^e cl.

Bougonou Napo, mécanicien-conducteur de 3^e classe.

Akakpo Vincent, mécanicien-conducteur de 3^e classe.

PERSONNEL DES P. T. T.

26 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 les agents des cadres locaux indigènes des P. T. T. dont les noms suivent :

Pour le grade de commis principal de 3^e classe :

Boccovi Ambroise, commis hors classe.

Pour le grade de commis hors classe :

Gaba Aho, commis de 1^{re} classe.

Akouete Cosmas, commis de 1^{re} classe.

Pour le grade de commis de 1^{re} classe :

Poenou Marcellin, commis de 2^e classe.

Gonçalves Antoine, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis de 2^e classe :

Almeida Militao, commis de 3^e classe.

Wilson Michel, commis de 3^e classe.

Bonin Callixte, commis de 3^e classe.

Pour le grade de commis de 3^e classe :

Adjavon Cyprien, commis de 4^e classe.

Akele Isidore, commis de 4^e classe.

Pour le grade de commis de 5^e classe :

Krueger Ernest, commis de 6^e classe.

Johnson Robert, commis de 6^e classe.

Amaïzo Kouevi, commis de 6^e classe.

Pour le grade de commis de 6^e classe :

Afandomi Cosme, commis de 7^e classe.

Pour le grade de commis de 8^e classe :

Acakpo Addra Justin, surnuméraire.

Pour le grade de facteur de 1^{re} classe :

Vodounou Sossou, facteur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 2^e classe :

Eklouvi Bernard, facteur de 3^e classe.

Pour le grade de facteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Gbaguidi Maurice, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de facteur auxiliaire de 2^e classe :

Anoumou Frantz, facteur auxiliaire de 3^e classe.

Pour le grade de surveillant de 1^{re} classe :

Lassey Antoine, surveillant de 2^e classe.

Pour le grade de surveillant de 5^e classe :

Kokou Emmanuel, surveillant de 6^e classe.

Zekpa Ignace, surveillant de 6^e classe.

Codjo Nadoma, surveillant de 6^e classe.

Pour le grade de surveillant de 6^e classe :

Bianou Kamara, surveillant auxiliaire de 1^{re} classe.

Dovi Christophe, surveillant auxiliaire de 1^{re} classe.

PLANTONS

27 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre 1941 les agents des cadres locaux indigènes des plantons dont les noms suivent :

Pour le grade de brigadier planton de 2^e classe :

Abalo Ferdinand Messavi, planton de 1^{re} classe.

Pour le grade de planton de 3^e classe :

Agbodjan William, planton de 4^e classe.

Codjo François, planton de 4^e classe.

Tossou Hindé, planton de 4^e classe.

Pour le grade de planton de 5^e classe :

Houngbedji Koffi, planton de 6^e classe.

Bossou Anatole, planton de 6^e classe.

Pour le grade de planton de 6^e classe :

Dossou Joseph, planton de 7^e classe.

Limoan Germain, planton de 7^e classe.

Promotions

PERSONNEL DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Par arrêté n° 44 bis du :

27 janvier 1941. — Sont promus pour compter du premier janvier 1941 les agents des cadres locaux indigènes du chemin de fer et du wharf dont les noms suivent :

Au grade de chef de station principal de 5^e classe :

Mensah Joseph, chef de station de 1^{re} classe.

Au grade de chef de station de 2^e classe :

Ocloo Andréas, chef de station de 3^e classe.

Kohler Joseph, chef de station de 3^e classe.

Pofagi Marcel, chef de station de 3^e classe.

Au grade de chef de station de 3^e classe :

Kouakoutse Ferdinand, chef de station de 4^e classe.

Febon Thomas, chef de station de 4^e classe.

Au grade de chef de station de 4^e classe :

Midiohouan Julien, facteur-enregistreur de 1^{re} cl.

d'Almeida Cyriano, facteur-enregistreur de 1^{re} cl.

Sade James, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.

Au grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :

Brenner Frédéric, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Lawson Raphaël, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Au grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :

Adovi Jean, facteur-enregistreur de 3^e classe.

Au grade de facteur-enregistreur de 3^e classe :

Djadoo Joseph, facteur-enregistreur de 4^e classe.

Cadassou Norbert, facteur-enregistreur de 4^e classe.

Au grade de chef de train de 6^e classe :

Adalbert Benoît, chef de train de 7^e classe.

Au grade de chef de train de 7^e classe :

Nassirou Louis Ibrahim, chef de train de 8^e classe.

Au grade de téléphoniste principal de 2^e classe :

Houedenou James, téléphoniste principal de 3^e cl.

Au grade d'aiguilleur de 1^{re} classe :

Dabla William, aiguilleur de 2^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 1^{re} classe :

Botnas Joseph, maître-ouvrier de 2^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 2^e classe :

Wilson Edouard, maître-ouvrier de 3^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 3^e classe :

Amouzou Daniel, maître-ouvrier de 4^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 7^e classe :

Rambert Thomas, ouvrier de 1^{re} classe.

Acomachri Faustin, ouvrier de 1^{re} classe.

Au grade d'ouvrier de 2^e classe :

Emmanuel Martin, ouvrier de 3^e classe.

Au grade d'ouvrier de 3^e classe :

Evevsa Yafet Codjo, ouvrier de 4^e classe.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe :

Lawson Pierre, ouvrier de 5^e classe.

Adanlegou Joseph, ouvrier de 5^e classe.

Afanchao Benthon, ouvrier de 5^e classe.

Au grade d'ouvrier de 5^e classe :

Hazoume Adjaï, ouvrier de 6^e classe.

Mensah François, ouvrier de 6^e classe.

Au grade d'ouvrier de 6^e classe :

Doumassi Joseph, ouvrier de 7^e classe.

Au grade de chef-mécanicien de 5^e classe :

Mensah François II, chef-mécanicien de 6^e classe.

Au grade de chef d'équipe de 6^e classe :

Tevi Michel, chef d'équipe de 7^e classe.

Au grade de pointeur de 3^e classe :

Amagli Andréas, pointeur de 4^e classe.

Vignon Antoine, pointeur de 4^e classe.

Au grade de pointeur de 5^e classe :

Combey Winfried, pointeur de 6^e classe.

Au grade de maître-canotier :

Ametepe James, premier-maître.

Au grade de premier-maître :

Kognie Komla, second-maître.

Au grade de second-maître :

Kouadjovi Messan, quartier-maître.

Akakpo Moïse, quartier-maître.

Amegnon Lazo, quartier-maître.

Messan Amédjro, quartier-maître.

Edougneto Houssounoukpè, quartier-maître.

Kouadjo Dotsè, quartier-maître.

Edoe Tèvi Lacle, quartier-maître.

Mensah Asindo, quartier-maître.

Gnagblondjo Téko, quartier-maître.

Missiamenou Kloutsè, quartier-maître.

Houboueke Nonoga, quartier-maître.

Devenou Dessey, quartier-maître.

Au grade de quartier-maître :

Kloyi Guébéli, canotier de 1^{re} classe.

Noudjrodou Mensah, canotier de 1^{re} classe.

Douahodome Gnékoho, canotier de 1^{re} classe.

Djodekoume Tossou, canotier de 1^{re} classe.

PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté n° 44 ter du :

27 janvier 1941. — Sont promus pour compter du premier janvier 1941 les agents des cadres locaux indigènes des travaux publics dont les noms suivent :

Au grade de maître-opérateur de 6^e classe :

Zinsou François, maître-opérateur de 7^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 1^{re} classe :

Amadou Moïse, maître-ouvrier de 2^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 4^e classe :
Faischau Gérard, maître-ouvrier de 5^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 6^e classe :
Assiongbovi Kpodar, maître-ouvrier de 7^e classe.

Au grade d'ouvrier de 1^{re} classe :
James Jean, ouvrier de 2^e classe.

Au grade d'ouvrier de 2^e classe :
Agbodjan Jean, ouvrier de 3^e classe.

Au grade d'ouvrier de 3^e classe :
Manedji Ayéna, ouvrier de 4^e classe.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe :
Ameganvi Assakpo, ouvrier de 5^e classe.
Sossah David, ouvrier de 5^e classe.

Au grade de chef d'équipe de 4^e classe :
Ekue Stephan, chef d'équipe de 5^e classe.

Au grade de surveillant-chef de 3^e classe :
Barboza John, surveillant de route de 1^{re} classe.

Au grade de surveillant de route de 5^e classe :
Soboga Alhéri, surveillant de route de 6^e classe.
Semodji Thomas, surveillant de route de 6^e classe.

Au grade de surveillant de route de 6^e classe :
Atadoutin Tossoukpè, surveillant de route de 7^e cl.

Au grade de mécanicien-conducteur ppal. de 2^e classe :
Bassari Boundjou, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur ppal. de 3^e classe :
Latecoue Lawson, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur ppal. de 3^e classe :
Foly Théodore, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur ppal. de 4^e classe :
Dossah Philippe, mécanicien-conducteur de 1^{re} cl.
Otto Reinhard, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Au grade de mécanicien-conducteur de 1^{re} classe :
Agbagla Alexandre, mécanicien-conducteur de 2^e cl.

Au grade de mécanicien-conducteur de 2^e classe :
Attissogbe Daniel, mécanicien-conducteur de 3^e cl.

PERSONNEL DES P. T. T.

Par arrêté n° 46 bis du :

28 janvier 1941. — Sont promus pour compter du premier janvier 1941 les agents des cadres locaux indigènes des P. T. T. dont les noms suivent :

Au grade de commis principal de 3^e classe :
Bocovi Ambroise, commis hors classe.

Au grade de commis hors classe :
Gaba Aho, commis de 1^{re} classe.
Akouété Cosmas, commis de 1^{re} classe.

Au grade de commis de 1^{re} classe :
Poenou Marcellin, commis de 2^e classe.
Gonçalves Antoine, commis de 2^e classe.

Au grade de commis de 2^e classe :
Almeida Militao, commis de 3^e classe.
Wilson Michel, commis de 3^e classe.

Au grade de commis de 3^e classe :
Adjavon Cyprien, commis de 4^e classe.
Akélé Isidore, commis de 4^e classe.

Au grade de commis de 5^e classe :
Krueger Ernest, commis de 6^e classe.
Johnson Robert, commis de 6^e classe.

Au grade de commis de 6^e classe :
Afandomi Cosme, commis de 7^e classe.

Au grade de commis de 8^e classe :
Acapo Addra Justin, surnuméraire.

Au grade de facteur de 1^{re} classe :
Vodounou Sossou, facteur de 2^e classe.

Au grade de facteur de 2^e classe :
Eklouvi Bernard, facteur de 3^e classe.

Au grade de facteur auxiliaire de 1^{re} classe :
Gbaguidi Maurice, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de facteur auxiliaire de 2^e classe :
Anoumou Frantz, facteur auxiliaire de 3^e classe.

Au grade de surveillant de 1^{re} classe :
Lassey Antoine, surveillant de 2^e classe.

Au grade de surveillant de 5^e classe :
Kokou Emmanuel, surveillant de 6^e classe.
Zékpa Ignace, surveillant de 6^e classe.

Au grade de surveillant de 6^e classe :
Bianou Kamara, surveillant auxiliaire de 1^{re} classe.
Dovi Christophe, surveillant auxiliaire de 1^{re} classe.

PLANTONS

Par arrêté n° 46 ter du :

28 janvier 1941. — Sont promus pour compter du premier janvier 1941 les agents du cadre local indigène des plantons dont les noms suivent :

Au grade de planton de 3^e classe :
Agbodjan William, planton de 4^e classe.
Codjo François, planton de 4^e classe.
Tossou Hindé, planton de 4^e classe.

Au grade de planton de 5^e classe :
Houngbedji Koffi, planton de 6^e classe.

Au grade de planton de 6^e classe :
Dossou Joseph, planton de 7^e classe.

INTERPRÈTES

Par arrêté n° 55 du :

3 février 1941. — Sont promus pour compter du premier janvier 1941 les agents du cadre local indigène des interprètes dont les noms suivent :

Au grade d'interprète principal de 4^e classe :
Paty Daniel, interprète principal de 5^e classe.

Au grade d'interprète principal de 5^e classe :
Fare Djato, interprète de 1^{re} classe.

Au grade d'interprète de 3^e classe :
Meatchi Albada, interprète de 4^e classe.

INSPECTEURS DE POLICE

Par arrêté n° 56 du :

3 février 1941. — Sont promus pour compter du premier janvier 1941 les agents du cadre local indigène des inspecteurs de police dont les noms suivent :

Au grade d'inspecteur auxiliaire de 5^e classe :
Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire de 6^e classe.

Au grade d'inspecteur auxiliaire de 6^e classe :
Jacob Norbert, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.

Au grade d'inspecteur auxiliaire de 7^e classe :
Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de 8^e classe.

PERSONNEL DES T. S. F.

Par arrêté n° 65 du :

7 février 1941. — Est promu pour compter du premier janvier 1941 l'agent du cadre local indigène des T. S. F. dont le nom suit :

Au grade de mécanicien T. S. F. de 5^e classe :
Colley Jean, mécanicien T. S. F. de 6^e classe.

DIVERS

Conseil d'administration

Par arrêté du :

31 janvier 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française. — M. le médecin lieutenant-colonel Urvois, chef du service de santé au Togo, est nommé membre du conseil d'administration du Togo, en remplacement de M. Georges-Richard.

M. Garnier, ingénieur principal des travaux publics, est nommé membre fonctionnaire du conseil d'administration du Togo, en remplacement de M. Pialoux.

Enseignement

Par décision n° 108 du :

6 février 1941. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés pendant l'année scolaire 1941 des cours de perfectionnement hebdomadaires des moniteurs institués par la circulaire du 24 septembre 1925 :

Centre de Lomé :

M. Atayi Salomon, instituteur principal du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre d'Anécho :

M. Randolph Léopold, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre d'Atakpamé :

M. Johnson Romuald, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre de Palimé :

M. d'Almeida Charles, instituteur-adjoint du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre de Sokodé :

M. Aquereburu Samuel, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur.

Centre de Mango :

M. Tocou Michel, instituteur-ordinaire de 1^{re} classe du Togo.

Par décision n° 109 du :

6 février 1941. — Les instituteurs et moniteurs dont les noms suivent sont chargés d'assurer le fonctionnement des cours populaires du soir pour l'année scolaire 1941 :

CERCLE DE LOMÉ

Ecole Marius Montet :

1^{er} degré — M. Amouzougan, Abalo, moniteur auxiliaire.

2^e degré — M. Freitas Paulin, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Ecole route d'Anécho :

1^{er} degré — M. Bonin François, moniteur de 3^e cl.

2^e degré — M. Lawson Pierre, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Ecole d'Amoutivé :

1^{er} degré — M. Johnson Denis, moniteur de 3^e cl.

Musique et Solfège :

M. Amah Moorhouse, moniteur de 3^e classe.

Cours de Rééducation sociale :

M. Mikem Michel, moniteur auxiliaire.

M. Kouevi François, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Ecole d'Abobo :

M. Wilson Jean, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Ecole de Game :

M. Jacob Adoté, instituteur-adjoint de 2^e classe.

CERCLE D'ANÉCHO

Ecole d'Adjido :

1^{er} degré — M. Koussougbo François, moniteur auxiliaire.

Ecole de Zébévi :

2^e degré — M. Blivi Jules, instituteur-adjoint de 2^e classe.

CERCLE DU CENTRE

Subdivision d'Atakpamé

Ecole du Centre :

1^{er} degré — M. Agbo Foli Jean, moniteur auxiliaire.

2^e degré — M. Tekoué Alexandre, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Ecole de Yégué :

1^{er} degré — M. Lawson Benoît, moniteur de 2^e cl.

Subdivision de Palimé

Ecole du Centre :

1^{er} & 2^e degrés — M. Djeha Comlan, moniteur auxiliaire.

CERCLE DE SOKODÉ

Subdivision de Sokodé

Ecole du Centre :

1^{er} & 2^e degrés — M. Aquiteme Téléqui, moniteur auxiliaire.

SUBDIVISION AUTONOME DE MANGO

Ecole du Centre :

1^{er} & 2^e degrés — M. Ayayi Alphonse, moniteur auxiliaire.

Licences

Par arrêté n° 59 du :

3 février 1941. — Est accordée pour l'année 1941, une autorisation de licence de 3^e classe, à M. Fred Koumakou Mensah, commerçant à Anécho.

Rôles

Par arrêté n° 57 du :

4 février 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires des exercices 1940 et 1941 dont le détail suit, s'élevant à la somme de : Un million cinq cent quatre vingt sept mille trois cent douze francs.

NOS DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1940				
253	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 60,—		
		Rachat des prestations indigènes 20,—	80,—	
254	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	43.680,—	
255	—	Rachat des prestations par indigènes	63,—	
256	—	Patentes	1.625,—	
257	—	Taxe sur les armes perfectionnées	20,—	
258	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	3.245,—	
259	—	Taxe sur les bicyclettes	270,—	48.983,—
260	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	4.240,—	4.240,—
261	S/Mango	Taxe sur les chiens	90,—	90,—
262	Sokodé	Impôt sur la population flottante.	240,—	
263	—	Patentes	200,—	
264	—	Taxe sur les armes de traite	8,—	
265	—	Taxe sur les chiens	15,—	463,—
266	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	289,—	
267	—	Impôt sur la population flottante	540,—	
268	—	Rachat des prestations indigènes	500,—	
269	—	Patentes	25,—	
270	—	Taxe sur les armes non perfectionnées.	32,—	1.386,—
271	Lama-Kara	Impôt sur la population flottante	1.140,—	
272	—	Patentes	75,—	
273	—	Taxe sur bicyclettes	60,—	1.275,—
274	S. Mango	Impôt sur la population flottante	15.900,—	
275	—	Patentes	1.567,50	
276	—	Taxe sur les armes non perfectionnées.	1.072,—	
277	—	Taxe sur bicyclettes	135,—	18.674,50
		TOTAL.		75.111,50
Exercice 1941				
31	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 28.380,—		
		Rachat des prestations indigènes 6.110,—	34.490,—	
32	—	Taxe sur armes perfectionnées	660,—	35.150,—
33	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	1.063.540,—	1.063.540,—
34	Lomé-Subdi.	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	325.824,—	325.824,—
35	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 17.330,—		
		Rachat des prestations indigènes 3.705,—	21.035,—	
36	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (européens)	1.810,—	
37	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (indigènes)	2.275,—	
38	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis (européens)	49,—	
39	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis (indigènes).	42,50	
40	—	Taxe sur armes perfectionnées	1.600,—	
41	—	Patentes	22.230,—	
42	—	Licences	4.800,—	53.841,50
43	Klouto	Taxe sur armes perfectionnées	1.000,—	1.000,—
44	Anécho	Patentes	19.450,—	19.450,—
45	S/Mango	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 10.760,—		
		Rachat des prestations indigènes 2.395,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 240,—	13.395,—	13.395,—
		TOTAL.		1.512.200,50
		Report de l'exercice 1940		75.111,50
		TOTAL GÉNÉRAL.		1.587.312,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au premier février 1941.

Sociétés indigènes de prévoyance**Rôles**

Par arrêté n° 48 du :

30 janvier 1941. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle primitif 1941 des cotisations de la société indigène de prévoyance de Sansané-Mango (catégorie ordinaire) arrêté à la somme de : Cent quarante et un mille sept cent cinq francs (141.705 frs.).

Par arrêté n° 49 du :

30 janvier 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs 1941 des cotisations de la société indigène de prévoyance d'Anécho dont le détail suit :

Catégories supérieures :

Mille trente-quatre francs (1.034 frs.).

Catégories ordinaires :

Deux cent quatre mille quatre vingt quatorze francs (204.094 frs.).

Surveillance des prix

Par décision n° 126 du :

11 février 1941. — M. Burlaux, adjoint principal de classe exceptionnelle, des services civils des colonies, est nommé membre de la brigade mobile de contrôle des stocks et de surveillance des prix, pour le cercle d'Anécho.

Il devra prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Textes publiés à titre d'information**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

INSTRUCTION n° 8 relative au Modus Vivendi Commercial provisoire Franco-Suisse du 23 Octobre 1940 (1).

Un accord a été conclu à Vichy, le 23 Octobre 1940, (Journal Officiel du 11 Novembre 1940), entre les Gouvernements français et suisse, qui régit les échanges commerciaux entre les deux pays et les règlements y afférents; il est entré en application le 12 Novembre 1940.

TITRE PREMIER**ETENDUE DE L'APPLICATION DE L'ACCORD**

a) Au point de vue territorial, l'accord s'applique :

Du côté français, à la France métropolitaine et l'Algérie, les Colonies françaises, pays de protectorat français et territoires sous mandat français;

Du côté suisse, à la Suisse et à la principauté de Liechtenstein.

(1) On rappelle qu'en application de la loi du 18 octobre 1940, les attributions de l'office de compensation créé par le décret du 29 novembre 1939 ont été reprises, à compter du 1^{er} décembre 1940, par l'office des changes (service de la compensation).

La présente instruction fait suite aux instructions publiées dans le courant de l'année 1940 par l'office de compensation. La dernière en date est celle du 6 décembre 1940, relative à l'accord de compensation franco-allemand du 14 novembre qui, par suite d'une erreur typographique, a été publiée sans indication de numéro, mais doit être considérée comme portant le n° 7 dans la série des instructions de l'office.

b) Au point de vue des règlements; l'accord s'applique uniquement aux créances commerciales, c'est-à-dire les créances afférentes :

aux importations de marchandises originaires de l'un et l'autre pays;

aux contrats relatifs au trafic de perfectionnement et de réparation;

aux frais accessoires relatifs aux importations, tels que commissions et provisions, notamment au profit des voyageurs de commerce, frais de transport, frais de transbordement et d'entreposage, droits de douane, etc...;

aux frais de transit, dans la mesure où ils se rapportent à des marchandises originaires de l'un et l'autre pays (le règlement des frais de transit afférents à des marchandises originaires de pays tiers étant donc exclu du champ d'application de l'accord).

TITRE II**OPÉRATIONS POSTÉRIEURES AU 11 NOVEMBRE 1940
(CRÉANCES ET DETTES COURANTES)****A. — Importations de marchandises suisses en France :**

1^o — Toute importation en France de marchandises originaires de Suisse est obligatoirement réglée en francs français, par versement au compte B ouvert dans les écritures de l'Office des Changes (service de la compensation) à la Banque Nationale Suisse;

2^o — Les sommes libellées en francs suisses sont converties en francs français sur la base du cours de 10 francs français pour 1 franc suisse;

3^o — Les sommes libellées dans une monnaie autre que le franc français et le franc suisse sont converties en francs français sur la base du cours officiel pratiqué en France le dernier jour ouvrable précédant celui du versement;

4^o — Les versements sont effectués :

à l'office des changes (service de la compensation), 14, rue Châteaubriand, à Paris, pour les débiteurs résidant en zone occupée;

à l'office des changes (service de la compensation), hôtel Magenta, à Vichy, pour les débiteurs résidant en zone non occupée;

à l'office des changes de la Banque d'émission locale pour les débiteurs résidant dans l'Empire français.

B. — Exportations de marchandises françaises vers la Suisse :

1^o — Les exportations de marchandises françaises vers la Suisse sont réglées en francs français par l'office des changes (service de la compensation) dans la limite des disponibilités du compte B tenu par lui, dès réception de l'avis de crédit émis par la Banque Nationale Suisse indiquant que l'importateur suisse s'est acquitté de sa dette;

2^o — Les créances afférentes à des exportations de marchandises françaises libellées en francs suisses sont réglées par l'office des changes sur la base du cours de 10 francs français pour 1 franc suisse;

3^o — Au cas d'une exportation de marchandises françaises libellée en une monnaie autre que le franc français ou le franc suisse, le paiement en Suisse est effectué par l'importateur en francs suisses sur la base du cours moyen pratiqué à la bourse de Genève le dernier jour ouvrable précédant celui du versement l'exportateur français reçoit en francs français la contrevaletur des francs suisses ainsi versés, sur la base du cours de 10 francs français pour 1 franc suisse.

TITRE III

OPÉRATIONS ANTÉRIEURES AU 12 NOVEMBRE 1940
(CRÉANCES ET DETTES ARRIÉRÉES)A. — *Importations de marchandises suisses en France :*

1^o — Conformément aux décrets des 14 juillet et 27 août 1940 les dettes afférentes aux importations de marchandises suisses en France antérieures au 12 novembre 1940, doivent être déclarées à l'office des changes (service de la compensation) et versées en francs français, à leur échéance, à cet organisme. Les dispositions de ces décrets se trouvent confirmées par le Modus Vivendi du 23 octobre 1940; les versements effectués à ce titre sont reçus à un compte A ouvert dans les écritures de l'office des changes à la Banque Nationale Suisse;

2^o — A titre exceptionnel, peuvent être également transférées dans le cadre de l'accord, par voie de versement au compte A, les sommes dues par des commerçants français à des commerçants suisses à titre de remboursement d'acomptes pour des livraisons qui, par suite des circonstances, n'ont pu être effectuées avant la date de mise en vigueur de l'accord;

3^o — L'attention des débiteurs français est attirée sur les modalités suivantes, concernant le cours de change applicable aux dettes libellées en francs suisses.

A. — Dettes réglées jusqu'au 24 septembre 1940 inclusivement :

La conversion en francs français est faite définitivement sur la base du cours de 9,85 francs français pour 1 franc suisse.

B. — Dettes réglées depuis le 24 septembre 1940 :
Le cours de change pris en considération est celui de 10 francs français pour 1 franc suisse. En conséquence, les débiteurs français qui, postérieurement au 24 septembre 1940, auraient versé à l'office des changes (service de la compensation) le montant de leurs dettes libellées en francs suisses sur la base de l'ancien cours de 9 frs., 85 seront tenus d'effectuer à l'office un versement complémentaire de franc français 0,15 par franc suisse.

La date à prendre en considération pour l'application de l'un ou l'autre des cours ci-dessus est celle du versement effectif à l'office, quelle que soit la date d'échéance des dettes;

4^o — En ce qui concerne les dettes libellées en une monnaie autre que le franc français et le franc suisse, la conversion en francs français s'effectue comme il est dit ci-dessus au titre II, A (3^o).

B. — *Exportations de marchandises françaises vers la Suisse.*

Les créances françaises résultant d'exportations effectuées vers la Suisse antérieurement au 11 novembre 1940 seront réglées par l'intermédiaire de l'office des changes (service de la compensation) en francs français, dans les conditions prévues au titre II B ci-dessus, dans la limite des disponibilités du compte A tenu par l'office.

TITRE IV

COMPENSATIONS PRIVÉES

Le Modus Vivendi du 23 octobre 1940 soumet à un accord des autorités compétentes des deux pays les opérations de compensation privée entre :

Créances arriérées;

Créances courantes;

Créances arriérées et créances courantes.

Du côté français, les demandes de compensation privée doivent être adressées au Ministère des Finances (Direction des accords-commerciaux); celui-ci fait connaître aux intéressés la suite donnée à leur demande. Les opérations autorisées s'effectuent par l'intermédiaire de l'office des changes (service de la compensation) (compte spécial : « Compensations privées ») qui reçoit les versements des débiteurs français et règle les créanciers français.

Les cours de change appliqués sont ceux qui sont indiqués ci-dessus au titre II.

En principe, les compensations privées doivent se régler sans différence dans un sens ou dans l'autre.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LOMÉ
(TOGO)

ANNÉE 1941

Audiences foraines

Tableau indiquant les dates des audiences prévues pour chaque centre

(Article 28 du décret du 22 juillet 1939 promulgué au Togo par arrêté n° 504 du 25 septembre 1939 J. O. du Togo du 1^{er} octobre 1939).

Mardi 25 février 1941 Klouto (cercle du Centre)

Mercredi 19 mars 1941 Anécho (cercle dudit)

Vendredi 4 avril 1941 Atakpamé (cercle du Centre)

Vendredi 4 juillet 1941 Sokodé (cercle du Nord)

Vendredi 3 octobre 1941 S/Mango (cercle du Nord)

A Lomé, le 11 janvier 1941.

Le président

BONI.

NOTA. — Il sera tenu des audiences foraines complémentaires toutes les fois que les besoins du service l'exigeront.
(Article 28 paragraphe 3 du décret du 22 juillet 1939).

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1149, déposée le premier février 1941 le sieur Abbey Gaspard Tévi, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifée une construction en terre de barre, couverte en tôle, à usage d'habitation, d'une contenance totale de 17 ares 02 centiares, situé à Atakpamé (quartier Lom'Nava) cercle du centre et borné au nord par terrain à Firmin Abbey, à l'est par terrain à Gabriel Mensah, au sud par terrain à Kilaniko, à l'ouest par une ruelle.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1150, déposée le premier février 1941 la dame Anastasia Akoua Hokou, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, sur lequel est édifée une construction en terre de barre, couverte en tôle, à usage d'habitation d'une contenance totale de 5 ares 24 centiares, situé à Palimé (subdivision de Klouto) cercle du centre et borné au nord par terrain aux héritiers Malm, à l'est par terrain à Jonathan Sanvee, au sud par terrains aux sieurs Jonathan Sanvee, Kounta et Wowo, à l'ouest par terrain à Michel Apaloo et une rue non dénommée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
BERLIE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 24 février 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ares 20 centiares et borné au nord par terrain à Nelson Tamakloe et aux héritiers Seddoh, à l'est par terrain à l'U. A. C., au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par terrain à Henrietta Baeta dont l'immatriculation a été demandée par la dame Emilia Victoria Van-Lare, profession de revendeuse, domiciliée à Lomé, agissant tant en son nom personnel comme co-propriétaire que comme chargée de l'administration des biens des conjoints Van-Lare Frank Vador suivant réquisition du 22 novembre 1940, n° 1143.

Le mardi 8 avril 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Yopé (subdivision de Tsévié) cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, dont une partie est affectée à l'usage de cimetière, l'autre partie inculte, d'une contenance de 1 hectare 28 ares 14 centiares et borné au nord par terrain à Dahoun, à l'est par terrain au requérant, au sud par la route de Zola-Kevé, à l'ouest par terrain à Loga dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ga-Adavu, cultivateur, demeurant à Yopé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 23 décembre 1940, n° 1144.

Le mercredi 9 avril 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsiviépé (subdivision de Tsévié) cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, comptant de quel-

ques arbres de brousse, et sur lequel sont édifés plusieurs bâtiments à usages de culte et des écoles appartenant à la Mission évangélique du Togo, d'une contenance de 1 hectare 13 ares 36 centiares et borné au nord par la route de Zola à Kevé, à l'est par terrain au chef Agbalenyon, au sud par terrains aux nommés Soussou-Agbota, Tonougbevi et Glougoudou à l'ouest par le chemin circulaire du village de Tsiviépé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Biam-Ahliya, profession de cultivateur, demeurant à Tsiviépé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 23 décembre 1940, n° 1145.

Le jeudi 10 avril 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié (chef-lieu de la subdivision) cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un polygone irrégulier, sur lequel est édifée une construction en terre de barre, couverte en tôle, à usage d'habitation d'une contenance de 24 ares 29 centiares et borné au nord par la route de Gati, à l'est et au sud par terrain à la famille Amegblé, à l'ouest par terrains aux nommés Kpeglo et Dagnon Tsomana dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ahiatsi Arnold Akakpo, profession de cultivateur, domicilié à Tsévié, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 28 décembre 1940, n° 1146.

Le samedi 12 avril 1941 à quinze heures de l'après-midi, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié (chef-lieu de la subdivision) cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de triangle, sur lequel est édifée une construction en terre de barre, couverte en tôle, à usage d'habitation d'une contenance de 4 ares 35 centiares et borné au nord par terrain à Dagnon Tsomana Avuyi, au nord-est par terrain à Gabriel Agbobli, au sud et au sud-est par la route vers le marché, à l'ouest par terrain à David Kpatsha Vokou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ahiatsi Arnold Akakpo, profession de cultivateur, domicilié à Tsévié, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 28 décembre 1940, n° 1147.

Le mardi 15 avril 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, subdivision d'Atakpamé (quartier Lom'Nava) cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifée une maison en briques crues, couverte en tôle à usage d'habitation d'une contenance de 10 ares 45 centiares et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par terrains à Joseph Amusu Abbey et Joseph Agboton, au sud par terrain à Gaspard Abbey, à l'ouest par terrains aux nommés Arnold Gbedivlo et Komla Ahadji dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Lodonou, profession d'infirmer, domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 8 janvier 1941, n° 1148.

Le conservateur de la propriété foncière,
BERLIE.